

1. Examen de l'ordre du jour du conseil du 18 décembre 2017 et désignation des rapporteurs.
2. Convention Territoriale d'Exercice Concerté avec le Département.
3. 2^{ème} extension de Chemstart'up : lancement des études et demande de subvention pour la construction d'un hôtel d'entreprises pour accueillir 2 nouveaux pilotes industriels de CANOE.
4. Retour sur le sujet des compétences : l'aménagement des espaces publics (exemple de Labastide Monréjeau).
5. Proposition pour la mise à disposition de matériels aux communes.
6. Règlement du service de collecte des déchets.
7. GEMAPI : désignation des représentants de la CCLO au sein des syndicats.
8. Soutien au projet de réalisation de 13 logements locatifs à loyers modérés par HABITELEM à Pardies.
9. Soutien financier à des associations pour l'organisation de manifestations sportives et culturelles et/ou pour la location d'un chapiteau : examen de la demande d'une commune.
10. Autorisation donnée au Président de signer des marchés.
11. Information au Bureau concernant l'attribution des marchés (procédures adaptées).

1. EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DU 11 DECEMBRE 2017 ET DESIGNATION DES RAPPORTEURS

Le bureau valide l'ordre du jour du conseil du 18 décembre prochain et procède à la désignation des rapporteurs.

2. CONVENTION TERRITORIALE D'EXERCICE CONCERTÉ AVEC LE DEPARTEMENT

L'article L1111-9 du CGCT dispose que les compétences des collectivités territoriales dont l'exercice nécessite le concours de plusieurs collectivités ou groupes de collectivités doivent être mises en œuvre selon des règles précises.

Le V de l'article L1111-9-1 du CGCT prévoit que les conventions territoriales d'exercice d'une compétence fixent les objectifs de rationalisation et les modalités de l'action commune pour chacune des compétences concernées : pour le département, il s'agit de l'action sociale et de la contribution à la résorption de la précarité énergétique, de l'autonomie des personnes et de la solidarité des territoires.

Lors d'une réunion le 13 octobre dernier, les exécutifs du département et des EPCI ont souhaité construire ensemble des conventions territoriales département/EPCI, articulées autour :

- du déploiement d'une offre d'ingénierie,
- d'une déclinaison opérationnelle partagée de politiques publiques.

Le département souhaite définir avec les EPCI les thématiques prioritaires sur lesquelles pourrait porter la future convention. Si un travail spécifique a déjà été initié autour de l'habitat (évolution de la délégation des aides à la pierre), du tourisme (évolution structurelle de l'agence départementale d'attractivité et de développement touristique) et de l'immobilier d'entreprise, il est nécessaire d'initier un travail plus global, coordonné dans chaque EPCI.

Le bureau demande à ce qu'une liste soit établie des sujets sur lesquels il pourrait y avoir une démarche commune ou une mutualisation entre la communauté et le département et renvoie ce travail en commissions.

3. 2^{EME} EXTENSION DE CHEMSTART'UP : LANCEMENT DES ETUDES ET DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA CONSTRUCTION D'UN HOTEL D'ENTREPRISES POUR ACCUEILLIR 2 NOUVEAUX PILOTES INDUSTRIELS DE CANOE

Le 9 novembre dernier, la 1^{ère} extension de Chemstart'up était inaugurée. Celle-ci, pour laquelle la CCLO était maître d'ouvrage, a permis l'installation d'une équipe de chercheurs de CANOE et de 2 pilotes pré-industriels dans le domaine des matériaux. Pour rappel, CANOE est un centre R&D spécialisé en formulation et procédé de fabrication pour le développement de produits finis et semi-finis dans le domaine des composites et matériaux avancés. D'ores et déjà, le développement des activités de CANOE nécessite la création de 2 nouveaux espaces pour l'accueil de pilotes pré-industriels, et ce pour mai 2019.

Ce nouvel espace recevrait des activités de R&D et de fabrication prépreg thermoplastique ou de pultrusion et offrirait au site l'opportunité de recevoir une activité de production semi-industrielle de produits dont les technologies sont en plein déploiement avec de forts partenariats industriels (notamment Arkema et d'autres acteurs de Nouvelle Aquitaine). Un second espace permettrait d'accueillir une nouvelle ligne tapes (bandes/ ruban) couplée avec enroulement filamentaire.

Ces projets seront les prémices de développements industriels ultérieurs.

Afin de respecter les délais demandés, le bureau émet un avis favorable pour, d'une part, solliciter, dès à présent, la région Nouvelle-Aquitaine afin d'obtenir une participation à hauteur de 80 % du coût d'objectif et, d'autre part, procéder au lancement des études nécessaires, et en particulier au lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre.

4. RETOUR SUR LE SUJET DES COMPETENCES : L'AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS (EXEMPLE DE LABASTIDE MONREJEAU)

Dans le cadre de sa compétence « Aménagement, création et entretien de la voirie communautaire », la communauté de communes a intégré l'aménagement d'espaces publics, reconnaissant ainsi d'intérêt communautaire ce type d'interventions.

Jusqu'à présent, sur 61 communes, la communauté de communes finançait l'intégralité de ces aménagements et en assurait la totale maîtrise d'ouvrage : places, aménagements de centres- bourgs, créations de parkings, traversées d'agglomérations, etc.

Cet élément de compétence est devenu budgétairement très important. Entre 2014 et 2017, il a dépassé les montants consommés en pérennisation du patrimoine de 1 400 km de voies communales. De plus, depuis 2017, la CCLO a perdu 75 % des aides du Département dont elle bénéficiait les années précédentes en direction des travaux de voirie.

Le difficile contexte budgétaire actuel oblige à repenser la façon de financer et de conduire ces projets.

Pour autant, les communes qui le souhaitent doivent être en mesure de réaliser de tels aménagements, profitables aux administrés, sans attendre que la CCLO en ait les moyens. Rééquilibrer entre la CCLO et les communes le coût de ces réalisations est impératif. Cela permettrait aussi à la communauté de consacrer ses investissements à l'essentiel de son cœur de compétence, à savoir la sauvegarde de son patrimoine de voirie transféré en gestion.

C'est dans ce contexte que la communauté de communes a engagé depuis la fin de l'été 2017 une réflexion sur cet aspect spécifique de la compétence « voirie » au sein de ses diverses instances (commission thématique « aménagement », Bureau).

Cette réflexion doit encore mûrir vu la diversité des 61 communes de la communauté. Elle se poursuivra au cours de l'exercice 2018. Dans tous les cas, la solution retenue, en même temps qu'elle facilitera la lisibilité de la réalisation des projets des communes dans le temps, modifiera les charges de leur préfinancement, dans un cadre politique global plus équilibré.

5. PROPOSITION POUR LA MISE A DISPOSITION DE MATERIELS AUX COMMUNES

Le bureau émet un avis favorable au mode de gestion des barrières entre communes qui lui est soumis :

- Réservation : chaque commune adresse sa demande à la commune « centre » de son secteur (chacune de ces communes « centre » sera en effet dotée d'une partie des barrières auparavant détenues par la CCLO). Si le stock de barrières disponibles ne suffit pas, elle s'adresse aux autres communes « centre » du territoire pour disposer du complément.
- Retrait/restitution des barrières : la commune demandeuse retire et ramène les barrières sur RDV et par ses propres moyens.

Modalités administratives : si les communes « centre » souhaitent formaliser cette démarche par écrit, la CCLO leur transmettra ses documents type au format WORD afin qu'elles puissent s'en inspirer.

6. REGLEMENT DU SERVICE DE COLLECTE DES DECHETS

Le bureau émet un avis favorable au règlement à destination des usagers des déchetteries et des collectes définissant les conditions et les modalités d'exécution du service public de collecte, déchetteries comprises qui lui est présenté.

7. GEMAPI : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA CCLO AU SEIN DES SYNDICATS

- **4 syndicats existants :**
 - Syndicat Intercommunal du Gave de Pau : CCLO, Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées, CC Béarn des Gaves, CC Pays de Nay et CC Nord Est Béarn,
 - Syndicat Agle et Aulouze : CCLO et CA Pau Béarn Pyrénées,
 - Syndicats des Baïses : CCLO, CA Pau Béarn Pyrénées et CC du Haut Béarn,
 - Syndicat Mixte du Bassin du Gave de Pau : CCLO, CA Pau Béarn Pyrénées, CA Tarbes Lourdes Pyrénées, CC Pays d'Orthe et Arrigans, CC Béarn des Gaves, CC du Haut Béarn, CC Pays de Nay, CC Nord Est Béarn.

Ces syndicats sont tous sur le bassin versant du Gave de Pau. Aucune adhésion des communes CCLO à ce jour à des syndicats couvrant en partie ou en totalité le bassin versant des Luys ou celui du Gave d'Oloron.

Il y aura représentation substitution au 1^{er} janvier 2018 des communes par les EPCI-FP : la CCLO se substitue donc aux communes membres mais le périmètre et l'objet des statuts des syndicats restent inchangés.

Si le conseil décide de reconduire les élus actuellement en poste, sur les 162 élus au total à désigner, il reste 25 nouveaux noms à trouver sachant néanmoins qu'un même élu peut siéger au sein de plusieurs syndicats. Certains élus siègent au sein de 2 syndicats.

Le bureau propose de prendre contact avec les mairies concernées pour pourvoir les postes manquants.

8. SOUTIEN AU PROJET DE REALISATION DE 13 LOGEMENTS LOCATIFS A LOYERS MODERES PAR HABITELEM A PARDIES

Le bailleur HLM HABITELEM, sollicité par la commune de Pardies, va réaliser 13 logements locatifs sociaux au sein du lotissement communal des Pyrénées.

Le projet est composé de :

- 7 pavillons accolés destinées à des personnes âgées (5 T2 et 2 T3)
- 6 appartements pour des familles (4 T3 et 2 T4)

Sur le secteur Sud du PLH auquel appartient la commune de Pardies, l'objectif est de produire d'ici 2021 57 logements locatifs sociaux sur les 195 à produire au total sur la CCLO. Le PLH fixe par ailleurs un objectif important concernant le développement d'une offre de logements adaptés pour les personnes âgées afin de répondre aux besoins mal couverts aujourd'hui (50 à 60 nouveaux logements).

Le projet de Pardies avait été identifié lors de l'élaboration du PLH et pourrait être soutenu financièrement par la communauté de communes en application du règlement d'intervention en vigueur.

Le bureau émet un avis favorable au financement de cette opération.

9. SOUTIEN FINANCIER A DES ASSOCIATIONS POUR L'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SPORTIVES ET CULTURELLES ET/OU POUR LA LOCATION D'UN CHAPITEAU : EXAMEN DE LA DEMANDE D'UNE COMMUNE

Le bureau émet un avis favorable à la demande transmise par la commune de Lacq-de-Béarn pour le compte d'une association implantée sur le territoire de la communauté de communes de Lacq-Orthez, et ce dans le cadre du dispositif de soutien financier pour l'organisation de manifestations sportives et culturelles. Il appartiendra au prochain conseil communautaire de se prononcer sur un montant de subvention au vu des justificatifs transmis par le maire concerné.

10. AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LES MARCHES SUIVANTS :

Le bureau autorise le Président à signer les marchés suivants :

- Appel d'offres ouvert : Fourniture, déploiement et maintenance de copieurs numériques en location maintenance pour le groupement de communes de la communauté de communes de Lacq-Orthez et ses communes membres,
- Appel d'offres ouvert : Fourniture et livraison de matériels de désherbage pour le service voirie nettoyage et propreté urbaine de la communauté de communes de Lacq-Orthez,

- Appel d'offres ouvert : Souscription des contrats d'assurance de la communauté de communes de Lacq-Orthez,
- Procédure négociée : Marché complémentaire à la Mission de maîtrise d'œuvre et autres études pour la création d'une crèche sur le site de l'école maternelle du centre située à Orthez (64300) - lot n°1 : Mission de maîtrise d'œuvre,
- Procédure négociée : Marché complémentaire à l'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement de la zone d'activités EUROLACQ 2.

11. INFORMATION AU BUREAU CONCERNANT L'ATTRIBUTION DES MARCHES SUIVANTS (PROCEDURES ADAPTEES) :

Le bureau prend acte de l'attribution des marchés suivants :

- Réhabilitation d'un bâtiment à Orthez pour l'aménagement de l'office de tourisme,
- Formations informatiques pour le groupement de commandes de la communauté de communes de Lacq-Orthez et ses communes membres,
- Réaménagement de locaux dans un bâtiment de la communauté de communes de Lacq-Orthez.